

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/205368]

28 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut scientifique de Service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, modifié par les décrets du 22 janvier 1998 et 9 avril 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 portant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut scientifique de Service public;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 octobre 2021;

Considérant qu'il est apparu que les délégations accordées au directeur général de l'ISSeP devaient être revues afin de permettre un meilleur fonctionnement de l'Institut;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° l'Institut : l'Institut scientifique de Service public, tel qu'institué par le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, modifié par les décrets du 22 janvier 1998 et du 9 avril 1998;

2° le comité de direction : comité composé du directeur général et des directeurs de l'Institut;

3° les membres du personnel : les membres du personnel statutaire ou contractuel, à l'exclusion des stagiaires.

Art. 2. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

CHAPITRE 2. — Des attributions du comité de direction

Art. 3. Il existe au sein de l'Institut un comité de direction comprenant le directeur général et les directeurs.

Le comité de direction est compétent, dans le cadre de la gestion journalière de l'Institut, pour :

1° l'organisation des services de l'Institut, l'élaboration du programme de recrutement et la répartition des moyens humains, financiers et d'équipement;

2° l'élaboration de l'avant-projet de budget annuel à soumettre au Gouvernement wallon;

3° le programme des investissements à soumettre au Gouvernement wallon;

4° l'examen de tout projet de contrat ou de convention engageant l'Institut, soit dans une mission permanente, soit dans un programme de recherche, et approbation de contrats ou conventions passés avec des partenaires privés ou publics, en ce compris européens, ou d'autres organismes internationaux

5° l'élaboration des procédures et la fixation des coûts des prestations techniques, de contrôle, de consultation, d'analyse et d'expérimentation, à soumettre au Gouvernement wallon, sauf dans les cas où cela est régi en fonction de dispositions légales spécifiques;

6° l'attribution des mandats d'expert confiés à l'Institut dans l'exercice de ses missions ou à des agents de l'Institut par les Cours et Tribunaux;

7° l'examen des projets de publication et de communication à caractère scientifique et approbation de ceux-ci. En cas de doute sur la qualité scientifique d'un projet de publication ou de communication, le comité de direction saisit la commission visée à l'article 5 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, qui en délibère;

8° gérer l'Institut et l'engager en cas de délégation accordée par le directeur général dans les limites de ses compétences.

CHAPITRE 3. — *Des attributions du directeur général**Section 1^{re}. — Des délégations en matière de dépenses*

Art. 4. Délégation est accordée au directeur général :

1° en matière de marchés publics, jusqu'à concurrence des montants repris dans le tableau ci-dessous, pour arrêter le cahier spécial de charges, choisir le mode de passation de marché, engager la procédure, sélectionner les candidats, sélectionner les soumissionnaires, attribuer le marché et arrêter la procédure, ainsi que pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable au budget de l'Institut, à l'exception des subventions et des dépenses relatives aux missions à l'étranger :

	Travaux	Fournitures	Services
Procédure ouverte et restreinte	1.250.000 euros	500.000 euros	250.000 euros
PCAN, PNDAPP	400.000 euros	400.000 euros	150.000 euros
Procédure négociée sans publication préalable	300.000 euros	150.000 euros	120.000 euros

2° en matière de coopérations horizontales, les conventions in-house et les conventions passées sur la base d'un droit exclusif, délégation est accordée au directeur général, jusqu'à concurrence des montants repris dans le tableau ci-dessous, pour établir les conventions y afférentes, ainsi que toutes les actions pour les mener à bien en ce compris, notamment d'engager, approuver et liquider toute dépense imputable au budget de l'Institut :

Travaux	Fournitures	Services
300.000 €	150.000 euros	120.000 euros

3° en matière de passation de contrats de prise en location immobilière jusqu'à concurrence de 100.000 euros en ce compris l'engagement, l'approbation et la liquidation de la dépense y afférente imputable au budget de l'Institut;

4° en matière de services juridiques dans le cadre d'une procédure non-contentieuse jusqu'à concurrence de 120.000 euros et pour l'engagement, l'approbation et la liquidation de la dépense y afférente imputable au budget de l'Institut;

5° en matière de frais de missions à l'étranger, de frais de réunions et de colloques, jusqu'à concurrence de 5.000 euros et pour l'engagement, l'approbation et la liquidation de la dépense y afférente imputable au budget de l'Institut;

6° en matière de passation de conventions de recherche et développement hors dispositions légales relatives aux marchés publics jusqu'à concurrence d'un montant de 100.000 euros.

Art. 5. Délégation est accordée au directeur général pour signer les relevés de mutation relatifs aux rémunérations et allocations du personnel de l'Institut ainsi que pour engager, approuver et liquider les indemnités de personnel et toute autre dépense de personnel imputables au budget de l'Institut.

Art. 6. Le directeur général et les agents définitifs des niveaux A et B désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et liquider les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus au budget de l'Institut.

Section 2. — Des délégations relatives au personnel

Art. 7. Délégation est accordée au directeur général pour :

1° prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger;

2° octroyer des dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure;

3° octroyer des congés parentaux et des congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officielle;

4° prendre les décisions relatives à la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;

5° procéder à l'admission au stage et à la nomination à titre définitif des agents des niveaux B, C, D;

6° procéder à l'affectation des agents de l'Institut;

7° fixer la résidence administrative des agents de l'Institut;

8° prendre les décisions relatives à l'interruption de la carrière professionnelle;

9° prendre les décisions relatives aux congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, pour suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale;

10° désigner, dans le cadre des affaires examinées par la chambre de recours, l'agent définitif chargé de défendre la proposition contestée;

11° prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

12° prononcer la mise en disponibilité pour convenance personnelle;

13° prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou d'infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'incapacité physique prises par le Service de santé administratif;

14° signer, en exécution des décisions du Gouvernement wallon ou du Ministre de tutelle, les contrats de travail du personnel engagé conformément au chapitre II du présent arrêté;

15° prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, les décisions en matière de licenciement, pour motif grave, du personnel contractuel;

16° recevoir les prestations de serment des agents des niveaux B, C, D;

17° prendre les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des agents de l'Institut, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement de prestations à titre exceptionnel;

18° pour infliger les sanctions disciplinaires du rappel à l'ordre et du blâme au personnel des niveaux B, C, D;

19° prendre les décisions relatives à la promotion par avancement d'échelle à l'échelle B1 selon l'ancien régime des quotas prévus par l'article 42 de l'arrêté de Gouvernement du 18 octobre 2012 modifiant diverses dispositions en matière de fonction publique;

20° à signer en exécution des décisions du Ministre de Tutelle, les contrats de travail du personnel contractuel. En outre, délégation est faite au directeur général pour autoriser la prolongation de contrat à durée déterminée, sans pouvoir en autoriser la transformation en contrat à durée indéterminée;

21° pourvoir au remplacement de tout membre du personnel absent, pour quelque motif que ce soit, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée;

22° appliquer et dès lors procéder à tous les engagements découlant du plan de personnel de l'Institut, en exécution de l'arrêté de Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Section 3. — Des délégations particulières

Art. 8. Le directeur général est habilité à représenter l'Institut, à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant. Il peut déléguer ce pouvoir de représentation à l'un des directeurs de l'Institut. Il est tenu d'informer le Ministre de tutelle de tout litige existant.

Art. 9. Le directeur général est habilité à proposer au président de la commission scientifique et technique les points de l'ordre du jour qu'il souhaite voir traiter et à approuver tout document émanant de l'Institut qui est transmis à cette commission.

Art. 10. Le directeur général et les agents désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à constater, au profit de l'Institut, tous les droits dans les matières relevant des compétences de cet organisme.

Art. 11. Dans le cadre des demandes relatives à des contrôles, essais ou expertises réglementés, le directeur général désigne l'agent habilité à prendre toutes les décisions utiles à la réalisation des tests conformément aux réglementations qui les régissent et à présenter, en signature conjointe avec le directeur général les protocoles et rapports qui en résultent.

Art. 12. Délégation est accordée au directeur général pour établir et signer les contrats de mise en location immobilière et mobilière ainsi que les contrats annexes à ceux-ci.

Art. 13. Délégation est accordée au directeur général pour désaffecter des biens mobiliers et immobiliers sans emploi ayant une valeur comptable jusqu'à concurrence de 50.000 euros pour chacun d'entre eux.

Art. 14. Délégation est accordée au directeur général pour répondre à des marchés publics relevant de la compétence de l'Institut. Délégation est accordée au directeur général de créer une société simple dès lors que l'Institut répond au marché avec un partenaire public et/ou privé.

Art. 15. Délégation est accordée au directeur général, quant aux actions liées au traitement des données à caractère personnel collationnées par l'Institut dans le cadre de ses activités, en tant que responsable de traitement des données à caractère personnel au sens du Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel.

Section 4. — De l'exercice des délégations

Art. 16. Lorsque la compétence de décision pour certaines matières est déléguée explicitement par le présent arrêté, la délégation de pouvoirs s'étend :

1° aux décisions qui doivent être prises dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre des matières concernées;

2° aux décisions de nature complémentaire, indispensables à l'exercice de la compétence ou en faisant partie intégrante;

3° à la conclusion de conventions nécessaires.

Art. 17. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté de Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne en matière de désignation pour exercice de fonctions supérieures, pendant la durée d'absence ou d'empêchement du directeur général, les délégations dont il est investi, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières, accordées aux directeurs selon les matières concernées.

Art. 18. Les supérieurs hiérarchiques d'un agent délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par l'agent délégué.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 19. Les arrêtés du Gouvernement wallon des 11 décembre 1997 et 27 septembre 2000 portant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut scientifique de Service public sont abrogés.

Namur, le 28 octobre 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/205368]

28. OKTOBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Geschäftsordnung des wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes (Institut scientifique de Service public)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public") in der Wallonischen Region, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Januar 1998 und 9. April 1998;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1997 zur Genehmigung der Geschäftsordnung des wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public");

Aufgrund der am 25. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

In der Erwägung, dass sich herausgestellt hat, dass die dem Generaldirektor des ISSeP erteilten Befugnisse angepasst werden müssen, um ein besseres Funktionieren des Instituts zu ermöglichen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Institut: das wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes, eingerichtet durch das Dekret vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public") in der Wallonischen Region, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Januar 1998 und 9. April 1998;

2° Direktionsausschuss: Ausschuss, bestehend aus dem Generaldirektor und den Direktoren des Instituts;

3° Personalmitglieder: die statutarischen oder Vertragspersonalmitglieder, mit Ausnahme der Personalmitglieder auf Probe.

Art. 2 - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgaben und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

KAPITEL 2 — *Zuständigkeiten des Direktionsausschusses*

Art. 3 - Das Institut verfügt über einen Direktionsausschuss, der sich aus dem Generaldirektor und den Direktoren zusammensetzt.

Der Direktionsausschuss ist im Rahmen der laufenden Verwaltung des Instituts zuständig für:

1° die Organisation der Dienstleistungen des Instituts, die Ausarbeitung des Einstellungsprogramms und die Verteilung der personellen, finanziellen und materiellen Ressourcen;

2° die Ausarbeitung des Vorentwurfs des jährlichen Haushaltsplans, der der Wallonischen Regierung vorzulegen ist;

3° das Investitionsprogramm, das der Wallonischen Regierung vorzulegen ist;

4° die Prüfung aller Entwürfe von Verträgen oder Vereinbarungen, die das Institut entweder zu einem ständigen Auftrag oder zu einem Forschungsprogramm verpflichten, sowie die Genehmigung von Verträgen oder Vereinbarungen, die mit privaten oder öffentlichen Partnern, einschließlich europäischer Partner, oder anderen internationalen Einrichtungen geschlossen werden.

5° die Ausarbeitung von Verfahren und Festsetzung der Kosten für technische, Kontroll-, Beratungs-, Analyse- und Versuchsleistungen, die der wallonischen Regierung vorzulegen sind, außer in den Fällen, in denen dies durch besondere gesetzliche Bestimmungen geregelt ist;

6° die Erteilung von Sachverständigenaufträgen, die dem Institut in Ausübung seiner Aufgaben oder den Bediensteten des Instituts von den Gerichtshöfen und Gerichten übertragen werden;

7° die Prüfung von Veröffentlichungs- und Kommunikationsprojekten wissenschaftlicher Natur und deren Genehmigung. Bei Zweifeln an der wissenschaftlichen Qualität einer Veröffentlichung oder eines Kommunikationsprojekts befasst der Verwaltungsausschuss die in Artikel 5 des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public") in der Wallonischen Region genannte Kommission, die darüber berät;

8° die Leitung des Instituts und im Falle einer Befugnisübertragung durch den Generaldirektor im Rahmen seiner Befugnisse, dessen Verpflichtung.

KAPITEL 3 — *Zuständigkeiten des Generaldirektors**Abschnitt 1 — Vollmachten im Bereich der Ausgaben*

Art. 4 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

1° um im Bereich der öffentlichen Aufträge bis zu den in der nachstehenden Tabelle aufgeführten Beträgen das Sonderlastheft festzulegen, das Vergabeverfahren zu wählen, das Verfahren einzuleiten, die Bewerber auszuwählen, die Submittenten auszuwählen, den Auftrag zu erteilen und das Verfahren festzulegen sowie alle Ausgaben zu Lasten des Haushaltsplans des Instituts, mit Ausnahme der Zuschüsse und der Ausgaben für Dienstreisen ins Ausland festzulegen, zu genehmigen und festzustellen:

	Bauleistungen	Lieferungen	Dienstleistungen
Offenes Verfahren, beschränktes Verfahren	1.250.000 Euro	500.000 Euro	250.000 Euro

	Bauleistungen	Lieferungen	Dienstleistungen
Verhandlungsverfahren, vereinfachtes Verhandlungsverfahren mit vorheriger Bekanntmachung	400.000 Euro	400.000 Euro	150.000 Euro
Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung	300.000 Euro	150.000 Euro	120.000 Euro

2° um im Bereich der horizontalen Zusammenarbeit, der internen Vereinbarungen und der auf der Grundlage eines ausschließlichen Rechts geschlossenen Vereinbarungen bis zu den in der nachstehenden Tabelle aufgeführten Beträgen die entsprechenden Vereinbarungen auszuarbeiten und alle für ihren erfolgreichen Abschluss erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, insbesondere die Festlegung, Genehmigung und Feststellung aller Ausgaben zu Lasten des Haushaltsplans des Instituts:

Bauleistungen	Lieferungen	Dienstleistungen
300.000 €	150.000 Euro	120.000 Euro

3° in Bezug auf den Abschluss von Verträgen über die Anmietung von Immobilien bis zu einem Höchstbetrag von 100.000 Euro, einschließlich der Festlegung, Genehmigung und Feststellung der damit verbundenen Ausgaben zu Lasten des Haushaltsplans des Instituts;

4° für juristische Dienstleistungen in nicht streitigen Verfahren bis zu einem Höchstbetrag von 120.000 EUR und für die Festlegung, Genehmigung und Feststellung der damit verbundenen Ausgaben zu Lasten des Haushaltsplans des Instituts;

5° für die Kosten von Dienstreisen ins Ausland, Tagungen und Kolloquien bis zu einem Höchstbetrag von 5.000 Euro und für die Festlegung, Genehmigung und Feststellung der damit verbundenen Ausgaben zu Lasten des Haushaltsplans des Instituts;

6° für den Abschluss von Forschungs- und Entwicklungsverträgen außerhalb der für öffentliche Aufträge geltenden gesetzlichen Bestimmungen bis zu einem Höchstbetrag von 100.000 EUR.

Art. 5 - Dem Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, Versetzungsverzeichnisse in Bezug auf die Besoldungen und Zulagen des Personals des Instituts zu unterzeichnen und die Personalvergütungen und alle anderen Personalausgaben zu Lasten des Haushaltsplans des Instituts festzulegen, zu genehmigen und festzustellen.

Art. 6 - Der Generaldirektor oder die von ihm zu diesem Zweck benannten endgültig ernannten Bediensteten der Stufen A und B sind befugt, die vom ersten Anweisungsbefugten zu Lasten der im Haushaltsplan der Instituts vorgesehenen Haushaltsmittel eingegangenen Ausgabenverpflichtungen zu genehmigen und festzustellen.

Abschnitt 2 — Vollmachten in Bezug auf das Personal

Art. 7 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

1° zur Beschlussfassung in Sachen Jahresurlaub, außergewöhnliche Urlaubstage, Urlaub aus besonderen Anlässen, und Dienstreisen, mit Ausnahme der Dienstreisen ins Ausland;

2° Dienstbefreiungen aufgrund von Umständen höherer Gewalt zu gewähren;

3° Elternurlaub, Urlaub zur Teilnahme an Kursen beim Zivildienst, zur Erbringung von Leistungen in Friedenszeiten, zur Aufnahme eines Kindes zwecks seiner Adoption oder einer inoffiziellen Vormundschaft, zu bewilligen;

4° die Beschlüsse in Sachen Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten zu fassen;

5° die Zulassung zur Probezeit und die endgültige Ernennung der Bediensteten der Stufen B, C und D vorzunehmen;

6° die Zuweisung der Bediensteten des Instituts vorzunehmen;

7° den Amtssitz der Bediensteten des Instituts festzulegen;

8° die Beschlüsse in Sachen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn zu fassen;

9° Beschlüsse zu fassen über den Urlaub aus zwingenden Gründen familiärer Art, für das Absolvieren einer Probezeit in einer öffentlichen Dienststelle oder die Vorstellung einer Kandidatur bei den Parlaments- oder Provinzialwahlen, für Leistungen zugunsten einer von den nationalen, gemeinschaftlichen oder regionalen gesetzgebenden Versammlungen anerkannten politischen Fraktion oder bei den Vorsitzenden dieser Fraktionen, für verkürzte Dienstleistungen wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, um zur Verfügung des Königs gestellt zu werden, wegen Auftrag bzw. Auftrag innerhalb einer Gewerkschaft, für eine lange Abwesenheit aus familiären Gründen, reduzierte Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen oder aus persönlichen Gründen, um an einem Unterricht zwecks der Vervollkommnung der geistigen, moralischen oder sozialen Bildung im Rahmen eines Urlaubs für sozialen Aufstieg teilzunehmen;

10° im Rahmen der durch die Widerspruchskammer überprüften Angelegenheiten den mit der Verteidigung des angefochtenen Vorschlags beauftragten endgültig ernannten Bediensteten zu benennen;

11° die Zurdispositionstellung wegen Krankheit oder Behinderung, die nicht zu einer endgültigen Dienstuntauglichkeit führt, aber Abwesenheiten verursacht, deren Dauer über diejenige des Krankheits- bzw. Behinderungsurlaubs hinausgeht, zu verkünden;

12° die Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen zu verkünden;

13° Beschlüsse in Sachen Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit zu fassen, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der vom Gesundheitsdienst der Verwaltung gefassten Beschlüsse in Bezug auf eine körperliche Unfähigkeit zu treffen sind;

14° in Ausführung der Beschlüsse der Wallonischen Regierung oder des Aufsichtsministers die Arbeitsverträge des gemäß Kapitel II des vorliegenden Erlasses eingestellten Personals zu unterzeichnen;

15° in Anwendung von Artikel 35 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge die Beschlüsse in Sachen Kündigung aus schwerwiegenden Gründen des Vertragspersonals zu fassen;

16° die Eidesleistungen der Bediensteten der Stufen B, C und D abzunehmen;

17° die Beschlüsse bezüglich der Festsetzung und Auszahlung des Gehalts der Bediensteten des Instituts einschließlich des Gehaltsaufstiegs, der Zulage für die Ausübung eines höheren Amtes und der Bezahlung von außerordentlichen Dienstleistungen zu treffen;

18° gegen Bedienstete der Stufen B, C und D Disziplinarstrafen in Form einer Zurechtweisung oder eines Verweises zu verhängen;

19° Entscheidungen über die Beförderung in die Gehaltstabelle B1 durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle im Rahmen der früheren Quotenregelung gemäß Artikel 42 der Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst zu treffen;

20° in Ausführung der Entscheidungen des Aufsichtsministers die Arbeitsverträge der Mitglieder des Vertragspersonals zu unterzeichnen. Darüber hinaus wird dem Generaldirektor die Befugnis übertragen, die Verlängerung befristeter Verträge zu genehmigen, ohne jedoch deren Umwandlung in unbefristete Verträge genehmigen zu können;

21° die Vertretung eines aus irgendeinem Grund abwesenden Personalmitglied im Rahmen eines befristeten Vertrags zu gewährleisten;

22° den Personalplan des Instituts anzuwenden und folglich in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes alle Einstellungen vorzunehmen.

Abschnitt 3 — Besondere Vollmachten

Art. 8 - Der Generaldirektor ist befugt, das Institut gegenüber Dritten und in Gerichtsverfahren als Kläger oder Beklagter zu vertreten. Er kann diese Vertretungsbefugnis auf einen der Direktoren des Instituts übertragen. Er ist verpflichtet, den Aufsichtsminister über alle bestehenden Streitigkeiten zu informieren.

Art. 9 - Der Generaldirektor ist ermächtigt, dem Vorsitzenden der wissenschaftlichen und technischen Kommission die Tagesordnungspunkte vorzuschlagen, deren Behandlung er wünscht, und jedes Dokument des Instituts zu genehmigen, das der Kommission übermittelt wird.

Art. 10 - Der Generaldirektor und die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten sind ermächtigt, alle Ansprüche in Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit dieser Einrichtung fallen, zu Gunsten des Instituts festzustellen.

Art. 11 - Im Rahmen von Anträgen, die sich auf reglementierte Kontrollen, Prüfungen oder Gutachten beziehen, benennt der Generaldirektor den Bediensteten, der ermächtigt ist, alle Entscheidungen zu treffen, die für die Durchführung der Prüfungen gemäß den für sie geltenden Vorschriften zweckdienlich sind, und die sich daraus ergebenden Protokolle und Berichte in gemeinsamer Unterschrift mit dem Generaldirektor vorzulegen.

Art. 12 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, Verträge über die Vermietung von unbeweglichen und beweglichen Gütern sowie damit verbundene Zusatzverträge zu erstellen und zu unterzeichnen.

Art. 13 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, nicht genutzte bewegliche und unbewegliche Güter mit einem Buchwert von jeweils bis zu 50.000 EUR ihrem Verwendungszweck zu entziehen.

Art. 14 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, sich an öffentlichen Aufträgen zu beteiligen, die in den Zuständigkeitsbereich des Instituts fallen. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, eine einfache Gesellschaft zu gründen, wenn das Institut sich mit einem öffentlichen und/oder privaten Partner an einem öffentlichen Auftrag beteiligt.

Art. 15 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt in Bezug auf Maßnahmen im Zusammenhang mit der Verarbeitung personenbezogener Daten, die vom Institut im Rahmen seiner Tätigkeiten erhoben werden, als für die Verarbeitung personenbezogener Daten Verantwortlicher im Sinne der Verordnung (EU) 2016/679 vom 27. April 2016 über den Schutz personenbezogener Daten.

Abschnitt 4 — Ausübung von Vollmachten

Art. 16 - Wenn die Beschlussbefugnis für gewisse Angelegenheiten ausdrücklich durch den vorliegenden Erlass übertragen wird, gilt die Vollmachtserteilung für:

1° die Beschlüsse, die im Rahmen der Vorbereitung und der Durchführung der betreffenden Angelegenheiten gefasst werden müssen;

2° die ergänzenden Beschlüsse, die für die Ausübung der Befugnis unerlässlich sind oder die ein uneingeschränkter Bestandteil dieser Befugnis sind;

3° den Abschluss von erforderlichen Vereinbarungen.

Art. 17 - Unbeschadet der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes über die Benennung für die Ausübung eines höheren Amtes werden bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors die ihm übertragenen Vollmachten in Ermangelung gegenteiliger Vorschriften oder spezifischer Bestimmungen den Direktoren für die betreffenden Angelegenheiten übertragen.

Art. 18 - Die Vorgesetzten eines mit einer Vollmacht versehenen Bediensteten können - aus welchem Grund auch immer - die Letzterem in Anwendung des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten ausüben. Sie dürfen jedoch nicht ihren Beschluss anstelle desjenigen gelten lassen, der von dem bevollmächtigten Bediensteten gefasst und zugestellt worden wäre.

KAPITEL 4 — *Schlussbestimmungen*

Art. 19 - Die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1997 und vom 27. September 2000 zur Genehmigung der Geschäftsordnung des wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public") werden aufgehoben.

Namur, den 28. Oktober 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/205368]

28 OKTOBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering houdende het huishoudelijk reglement van het "Institut scientifique de service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" (I.S.S.E.P.) (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst) in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de decreten van 22 januari 1998 en 9 april 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 houdende het huishoudelijk reglement van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 oktober 2021;

Overwegende dat is gebleken dat de aan de directeur-generaal van het "ISSeP" verleende overdrachten moeten worden herzien om een betere werking van het instituut mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° het Instituut : het "Institut scientifique de service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut), zoals ingesteld bij het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" (I.S.S.E.P.) (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst) in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de decreten van 22 januari 1998 en 9 april 1998;

2° het directiecomité : een comité samengesteld uit de directeur-generaal en de directeurs van het Instituut;

3° personeelsleden : statutaire of contractuele personeelsleden, met uitzondering van stagiairs.

Art. 2. De in dit besluit bedoelde bedragen dekken het geheel van de uitgave en luiden exclusief BTW.

HOOFDSTUK 2. — *Bevoegdheden van het directiecomité*

Art. 3. Het Instituut heeft een directiecomité dat bestaat uit de directeur-generaal en de directeurs.

Het directiecomité is in het kader van het dagelijks beheer van het Instituut verantwoordelijk voor :

1° de organisatie van de diensten van het Instituut, de opstelling van het aanwervingsprogramma en de verdeling van de menselijke, financiële en materiële middelen;

2° de opmaak van het voorontwerp van jaarlijkse begroting dat aan de Waalse Regering moet worden voorgelegd;

3° het investeringsprogramma dat bij de Waalse Regering moet worden ingediend;

4° het onderzoek van elk ontwerpcontract of elke ontwerpovereenkomst die het Instituut verbindt hetzij tot een permanente opdracht, hetzij tot een onderzoeksprogramma, en de goedkeuring van contracten of overeenkomsten die worden gesloten met private of publieke partners, met inbegrip van Europese partners, of andere internationale organen

5° het opstellen van procedures en het bepalen van de kosten van technische, controle-, advies-, analyse- en experimentele prestaties, voor te leggen aan de Waalse Regering, behalve in de gevallen waarin dit door specifieke wettelijke bepalingen wordt geregeld;

6° het verlenen van deskundigenmandaten die door de hoven en rechtbanken worden toevertrouwd aan het Instituut in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten of aan personeelsleden van het Instituut;

7° het onderzoek van publicatie- en communicatieprojecten van wetenschappelijke aard en de goedkeuring ervan. In geval van twijfel over de wetenschappelijke kwaliteit van een publicatie of communicatieproject, wendt het directiecomité zich tot de commissie bedoeld in artikel 5 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" (I.S.S.E.P.) (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst) in het Waalse Gewest, die daarover beraadslaagt;

8° het beheer van het Instituut en in geval van delegatie toegekend door de directeur-generaal het Instituut verbinden binnen de grenzen van zijn bevoegdheden.

HOOFDSTUK 3. — *Bevoegdheden van de directeur-generaal**Afdeling 1. — Bevoegdheidsoverdrachten inzake de uitgaven*

Art. 4. De directeur-generaal is gemachtigd om :

1° op het gebied van overheidsopdrachten, binnen de grenzen van de in onderstaande tabel vermelde bedragen, het bijzonder bestek vaststellen, de wijze van gunning van de opdracht kiezen, de procedure inleiden, de kandidaten selecteren, de inschrijvers selecteren, de opdracht gunnen en de procedure beëindigen, en alle uitgaven vastleggen, goedkeuren en betalen die ten laste komen van de begroting van het Instituut, met uitzondering van subsidies en uitgaven voor dienstreizen in het buitenland :

	Werken	Leveringen	Diensten
Open en beperkte aanbesteding	1.250.000 euro;	500.000 euro;	250.000 euro;
MMO, VOPMVB	400.000 euro	400.000 euro	150.000 euro
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking	300.000 euro	150.000 euro	120.000 euro

2° wat de horizontale samenwerking, de interne overeenkomsten en de overeenkomsten gesloten op basis van een uitsluitend recht betreft, wordt aan de directeur-generaal, binnen de perken van de in onderstaande tabel vermelde bedragen, de bevoegdheid verleend om de akkoorden in kwestie op te stellen, alsook om alle handelingen te stellen die nodig zijn om de overeenkomsten tot een goed einde te brengen, met inbegrip van, in het bijzonder, het vastleggen, goedkeuren en regelen van alle uitgaven die ten laste van de begroting van het Instituut komen:

Werken	Leveringen	Diensten
300.000 €	150.000 euro	120.000 euro

3° voor het sluiten van overeenkomsten van verhuur van onroerende goederen tot een bedrag van 100.000 euro, met inbegrip van de vastlegging, goedkeuring en vereffening van de desbetreffende uitgaven ten laste van de begroting van het Instituut

4° voor juridische dienstverlening in niet-betwiste procedures tot een maximum van 120.000 euro en voor de vastlegging, goedkeuring en afrekening van de daarmee verband houdende uitgaven ten laste van de begroting van het Instituut;

5° voor de kosten van dienstreizen naar het buitenland, vergaderingen en colloquia, tot een maximum van 5.000 euro, en voor de vastlegging, goedkeuring en vereffening van de daarmee verband houdende uitgaven ten laste van de begroting van het Instituut;

6° voor het sluiten van onderzoeks- en ontwikkelingsovereenkomsten buiten de wettelijke bepalingen inzake overheidsopdrachten om tot een bedrag van 100.000 euro.

Art. 5. Er wordt machtiging verleend aan de directeur-generaal om de mutatielijsten betreffende de bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Instituut te ondertekenen en om betalingsverplichtingen aan te gaan en de vergoedingen en andere personeelsuitgaven ten laste van de begroting van het Instituut goed te keuren en af te wikkelen.

Art. 6. De directeur-generaal en de daartoe door de directeur-generaal aangewezen vastbenoemde personeelsleden van de niveaus A en B zijn gemachtigd betalingsverplichtingen goed te keuren en af te wikkelen die door de primaire ordonnateur zijn aangegaan ten laste van kredieten in de begroting van het Instituut.

Afdeling 2. — Bevoegdheidsoverdrachten inzake personeel

Art. 7. De directeur-generaal is gemachtigd om :

1° om de beslissingen te nemen met betrekking tot het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof en het omstandigheidsverlof en opdrachten anders dan buitenlandse opdrachten;

2° vrijstellingen van dienstverrichting toe te staan, vereist door omstandigheden van overmacht

3° verlof om ouderschapsverlof toe te kennen, cursussen bij te wonen aan de school van de burgerlijke bescherming, om dienstplicht te vervullen in vrede, een kind op te vangen met het oog op de adoptie of een officiële voogdij;

4° de beslissingen te nemen inzake arbeidsongevallen- en arbeidsziektenaangelegenheden;

5° personeelsleden van de niveaus B, C en D tot de stage toe te laten en in vast verband te benoemen;

6° het personeel van het Instituut aan te stellen;

7° de administratieve standplaats van de personeelsleden van het Instituut vast te stellen;

8° de beslissingen te nemen inzake de beroepsloopbaanonderbreking;

9° de beslissingen te nemen inzake het verlof wegens dwingende redenen van familiaal belang, in het kader van een stage of proeftijd bij een openbare dienst of het stellen van een kandidatuur voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen, van prestaties ten gunste van de door de nationale, gemeenschappelijke of gewestelijke wetgevende Kamers erkende politieke groeperingen of ten gunste van de voorzitters van deze groeperingen, alsook beslissingen i.v.m. het verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht en vakbondopdracht, langdurige afwezigheid gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheid, om cursussen te volgen met het oog op de voltooiing van de intellectuele, morele of maatschappelijke vorming in het kader van een sociaal bevorderingsverlof;

10° om in het kader van de zaken die door de Kamer van Beroep worden behandeld, het vastbenoemd personeelslid aan te wijzen, belast met het verdedigen van het betwiste voorstel;

11° de in disponibiteitstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

12° de indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheden uit te spreken;

13° om de beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, behalve de gevolgen te geven aan de beslissingen die door de Administratieve gezondheidsdienst worden genomen m.b.t. lichamelijke ongeschiktheid.

14° ter uitvoering van de beslissingen van de Waalse Regering of van de bevoegde Minister, de arbeidsovereenkomsten van het overeenkomstig hoofdstuk II van dit besluit aangeworven personeel te ondertekenen;

15° overeenkomstig artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst, beslissingen te nemen i.v.m. het ontslag om gewichtige redenen;

16° de eedafleggingen van de personeelsleden van de niveaus B, C, D af te nemen;

17° om de beslissingen te nemen betreffende de vaststelling en de betaling van de wedde van de personeelsleden, met inbegrip van de weddevoorschotten en de toelage voor het waarnemen van hogere functies alsook de betaling van prestaties bij wijze van uitzondering;

18° de tuchtsancties van de terechtwijzing en de blaam op te leggen aan het personeel van de niveaus B, C, D;

19° om beslissingen te nemen over bevordering door schaalverhoging naar schaal B1 volgens het vroegere quotasysteem bepaald in artikel 42 van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Waalse ambtenarenapparaat;

20° de arbeidsovereenkomsten van contractuele personeelsleden te ondertekenen ter uitvoering van de beslissingen van de bevoegde Minister. Voorts is de directeur-generaal gemachtigd toestemming te verlenen voor de verlenging van overeenkomsten voor bepaalde duur, zonder dat hij toestemming kan verlenen voor de omzetting daarvan in overeenkomsten voor onbepaalde duur;

21° een personeelslid dat om welke reden ook afwezig is te vervangen in het kader van een overeenkomst van bepaalde duur;

22° alle verbintenissen die voortvloeien uit het personeelsplan van het Instituut toe te passen en voortaan uit te voeren, in uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Afdeling 3. — Bijzondere bevoegdheidsoverdrachten

Art. 8. De directeur-generaal is gemachtigd om het Instituut ten aanzien van derden en in rechte te vertegenwoordigen, hetzij als eiser, hetzij als verweerder. Hij kan deze bevoegdheid opdragen aan één van de directeurs van het Instituut. Hij moet de toezichthoudende Minister over elk bestaand geschil inlichten

Art. 9. De directeur-generaal is gemachtigd om de voorzitter van de wetenschappelijke en technische commissie de punten voor te stellen die hij behandeld wenst te zien, alsook elk document goed te keuren dat van het Instituut uitgaat en dat aan de commissie wordt gezonden.

Art. 10. De directeur-generaal en het daartoe door hem aangewezen personeel zijn bevoegd om ten gunste van het Instituut alle rechten vast te stellen in aangelegenheden die tot de bevoegdheid van dit orgaan behoren.

Art. 11. In het kader van verzoeken betreffende gereguleerde controles, proeven of expertises wijst de directeur-generaal het personeelslid aan dat gemachtigd is alle beslissingen te nemen die dienstig zijn voor het verrichten van de proeven overeenkomstig de daarvoor geldende reglementeringen en voor het gezamenlijk met de directeur-generaal indienen van de protocollen en rapporten die het resultaat zijn van deze proeven.

Art. 12. Hierbij wordt aan de directeur-generaal machtiging verleend tot het opstellen en ondertekenen van huurovereenkomsten voor onroerende en roerende goederen, alsmede van daarmee samenhangende overeenkomsten.

Art. 13. De directeur-generaal wordt gemachtigd roerende en onroerende goederen die niet langer nodig zijn en waarvan de boekwaarde ten hoogste 50.000 euro per stuk bedraagt, buiten gebruik te stellen.

Art. 14. Aan de directeur-generaal wordt de bevoegdheid gedelegeerd om in te gaan op overheidsopdrachten die onder de bevoegdheid van het Instituut vallen. De directeur-generaal krijgt de bevoegdheid om een vennootschap van eenvoudige vorm op te richten wanneer het Instituut een overeenkomst sluit met een publieke en/of private partner.

Art. 15. Er wordt een delegatie verleend aan de directeur-generaal, voor wat betreft acties in verband met de verwerking van persoonsgegevens die het Instituut in het kader van zijn activiteiten heeft verzameld, als verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van EU-Verordening 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van persoonsgegevens.

Afdeling 4. — Uitoefening van bevoegdheidsoverdrachten

Art. 16. Wanneer de beslissingsbevoegdheid voor bepaalde materies expliciet bij dit besluit overgedragen wordt, heeft de bevoegdheidsoverdracht betrekking op :

1° de beslissingen die genomen moeten worden in het kader van de voorbereiding en de tenuitvoerlegging van de betrokken materies;

2° de beslissingen van bijkomende aard die vereist worden voor de uitoefening van de bevoegdheid of die er noodzakelijk deel van uitmaken;

3° het sluiten van nodige overeenkomsten.

Art. 17. Onverminderd de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode met betrekking tot de aanwijzing voor de uitoefening van hogere functies, worden bij afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal de aan hem toevertrouwde bevoegdheden, bij gebreke van andersluidende of specifieke reglementaire bepalingen, aan de directeurs toegekend naar gelang van de betrokken materies.

Art. 18. De hiërarchische meerderen van een gemachtigd personeelslid mogen, om welke reden ook, de hem bij dit besluit verleende overdrachten uitoefenen. Ze mogen hun eigen beslissing echter niet in de plaats stellen van de door het gemachtigd personeelslid genomen en betekende beslissing.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 19. De besluiten van de Waalse Regering van 11 december 1997 en 27 september 2000 houdende het huishoudelijk reglement van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) worden opgeheven.

Namen, 28 oktober 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/22387]

28 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 relatif à la promotion de l'électricité verte

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, les articles 27, §§1 et 2, et 28, §§1, et 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 relatif à la promotion de l'électricité verte;

Vu le test égalité des chances, comme défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances, réalisé le 10 mars 2021;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 10 juin 2021;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 17 juin 2021;

Vu l'avis de BRUGEL, donné le 4 juin 2021;

Vu l'avis du Conseil des usagers de l'électricité et du gaz, donné le 10 juin 2021;

Vu l'avis 69.949/1/V du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} septembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les propositions n^o 20200902-26 et n^o 20210209-27bis communiquées par BRUGEL respectivement en date du 2 septembre 2020 et du 9 février 2021, en vertu de l'article 21, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 relatif à la promotion de l'électricité verte;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2018/2001 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 relatif à la promotion de l'électricité verte, les mots « la Directive 2009/28/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE » sont remplacés par les mots « la Directive (UE) 2018/2001 du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. ».

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o un point 8^obis est inséré, rédigé comme suit :

« 8^obis Biomasse : la fraction biodégradable des produits, des déchets et des résidus d'origine biologique provenant de l'agriculture, y compris les substances végétales et animales, de la sylviculture et des industries connexes, y compris la pêche et l'aquaculture, ainsi que la fraction biodégradable des déchets, notamment les déchets industriels et municipaux d'origine biologique;»

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/22387]

28 OKTOBER 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 betreffende de promotie van groene elektriciteit

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikels 27, §§1, en 2, en 28, §§1, en 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 betreffende de promotie van groene elektriciteit;

Gezien de gelijke kansentest, zoals bepaald in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest, uitgevoerd op 10 maart 2021;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 10 juni 2021;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 17 juni 2021;

Gelet op het advies van BRUGEL, gegeven op 4 juni 2021;

Gelet op het advies van de Raad van gebruikers van elektriciteit en gas, gegeven op 10 juni 2021;

Gelet op advies 69.949/1/V van de Raad van State, gegeven op 1 september 2021, in toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de voorstellen nr. 20200902-26 en nr. 20210209-27bis respectievelijk op 2 september 2020 en op 9 februari 2021 meegedeeld door BRUGEL, krachtens artikel 21, §2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 betreffende de promotie van groene elektriciteit;

Op voordracht van de minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit strekt tot de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen.

Art. 2. Artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 betreffende de promotie van groene elektriciteit, worden de woorden " Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG" vervangen door de woorden " Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen.".

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Er wordt een punt 8^obis ingevoegd, luidende:

"8^obis Biomassa: de biologisch afbreekbare fractie van producten, afvalstoffen en residuen van biologische oorsprong uit de landbouw, met inbegrip van plantaardige en dierlijke stoffen, de bosbouw en aanverwante bedrijfstakken, met inbegrip van de visserij en de aquacultuur, alsmede de biologisch afbreekbare fractie van afval, met inbegrip van industrieel en huishoudelijk afval van biologische oorsprong;"